



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
18 avril 2005
Français
Original: anglais

Session annuelle de 2005

13-24 juin 2005, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme de pays
avec le Ghana (2006-2010)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation	1–9	2
II. Résultats et enseignements de la coopération passée	10–13	3
III. Programme proposé.	14–30	4
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	31–33	8
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le Ghana (2006-2010)		9



I. Analyse de la situation

1. Le Ghana est en train de s'affirmer comme un État stable et démocratique en Afrique de l'Ouest. Son produit intérieur brut a augmenté de 4,5 % en 2002 et de 5,2 % en 2003, ce qui indique qu'il est parvenu à stabiliser la situation sur le plan macroéconomique. Le pays applique une stratégie de développement centrée sur la réduction de la pauvreté et la création de richesse. Toutefois, si la pauvreté en général et l'extrême pauvreté ont reculé de manière satisfaisante, elles doivent encore diminuer pour que le développement puisse se poursuivre au Ghana. Le taux de pauvreté en général est passé de 51,7 % en 1993 à 39,5 % en 1999, et l'extrême pauvreté a chuté de 36,4 % à 27 % pendant la même période. Cette évolution est encourageante, mais des inégalités persistent, entre les sexes et dans l'emploi. D'après le Rapport mondial sur le développement humain de 2004, le coefficient de Gini est de 0,30.

2. Le Ghana met de plus en plus l'accent sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et il redouble d'efforts en vue de les réaliser. Concrètement, il a renforcé les activités de mobilisation, élaboré des politiques précises et consolidé les liens entre les OMD et la stratégie de lutte contre la pauvreté qui va être appliquée dans le pays. Sous l'égide du Projet objectifs du Millénaire, une évaluation des besoins et des coûts est en cours de réalisation.

3. La stratégie de lutte contre la pauvreté est le cadre dans lequel le pays applique les politiques et alloue les ressources nationales et extérieures visant à réduire la pauvreté. Pour la période 2003-2005, elle définit les cinq domaines que le Gouvernement a jugés prioritaires pour lutter contre la pauvreté, à savoir :

- Assurer une gestion économique saine en vue d'accélérer la croissance;
- Accroître la production et promouvoir des moyens de subsistance durables;
- Soutenir directement le développement humain et la prestation de services de base;
- Appliquer des programmes spéciaux pour aider les personnes vulnérables et exclues;
- Assurer une bonne gouvernance et renforcer les capacités du secteur public.

En consultation avec les intervenants nationaux et les partenaires de développement de premier plan, le Gouvernement a commencé à réviser cette stratégie, et la nouvelle version devrait être disponible au milieu de 2005. Cette révision sera principalement caractérisée par l'intégration des questions écologiques, fondée sur le processus d'évaluation stratégique environnementale (ESE).

4. Le Ghana continue d'affirmer la démocratie et la bonne gouvernance. Les élections présidentielles et législatives, qui se sont déroulées sans fausse note en décembre 2004, ont été une étape importante. Dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Ghana est l'un des premiers pays à s'être offert pour mettre en œuvre le Mécanisme d'évaluation intra-africaine, autre jalon sur la voie du renforcement de la démocratisation.

5. Toutefois, malgré le développement de l'économie et la consolidation de la démocratie, le Ghana doit encore surmonter plusieurs obstacles. Le pays est la proie de conflits locaux, en premier lieu ceux qui ont trait à la chefferie ou aux litiges liés

à la terre. Le Ghana s'attachant à privilégier les mesures préventives et à encourager le règlement pacifique des conflits, il a lancé plusieurs initiatives pour promouvoir le dialogue, atténuer les tensions et contrôler les armes légères. Il bénéficie pour ce faire de l'appui actif du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres partenaires.

6. La question des différences entre les sexes appelle des efforts soutenus. Le Gouvernement a pris plusieurs mesures d'ordre politique et institutionnel pour promouvoir l'égalité entre les sexes, et certaines organisations de la société civile, qui sont solides et actives, se sont penchées sur cette question. Toutefois, les données désagrégées figurant dans le Rapport mondial sur le développement humain de 2004, et qui concernent les revenus, l'alphabétisation et la scolarisation, révèlent que l'inégalité entre les sexes perdure. Ainsi, à l'issue des élections de 2004, seuls 25 des 230 sièges de député étaient occupés par des femmes.

7. En 2003, la proportion de la population ghanéenne affectée par le VIH était de 3,6 %. Si ce taux reste relativement faible, il devrait augmenter et le Gouvernement a donc élaboré une riposte nationale.

8. Une grande proportion de l'assistance extérieure dont bénéficie le Ghana lui parvient par l'intermédiaire d'un système d'appui budgétaire à donateurs multiples, élaboré en 2003, qui vise à financer des opérations budgétaires à moyen terme pour soutenir la stratégie de lutte contre la pauvreté du pays. À l'heure actuelle, le groupe chargé de ce système compte 10 partenaires de développement et plusieurs observateurs, notamment des organismes des Nations Unies.

9. L'équipe de pays des Nations Unies au Ghana s'emploie à établir le bilan commun de pays (BCP) et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). De plus, les OMD et le Projet objectifs du Millénaire ont beaucoup incité les organismes des Nations Unies à collaborer afin d'aider le Ghana à réaliser ces objectifs.

II. Résultats et enseignements de la coopération passée

10. Le deuxième cadre de coopération avec le Ghana était axé sur trois grands thèmes : la réduction de la pauvreté, la consolidation de la démocratie, et l'environnement et l'énergie. *Le programme de lutte contre la pauvreté* s'attachait à soutenir la mise au point de politiques et de réformes favorisant les pauvres, ce qui a notamment débouché sur l'élaboration de la stratégie de lutte contre la pauvreté et sur l'évaluation des besoins du pays au regard de la réalisation des OMD. Le bureau de pays était en première ligne pour assurer la coordination entre les partenaires de développement et les intervenants nationaux quant aux travaux de diffusion, de mobilisation et de promotion des résultats obtenus grâce à ces deux documents. Les outils utilisés pour les activités de mobilisation, comme l'analyse de la pauvreté et de ses incidences sociales, les rapports nationaux sur le développement humain et divers forums, parmi lesquels la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, ont permis de promouvoir la réduction de la pauvreté. Ce programme a contribué à renforcer l'accès des pauvres économiquement actifs, en particulier des femmes, aux services financiers au niveau des districts.

11. *Le programme de gestion des affaires publiques (gouvernance)* a contribué au renforcement des capacités d'institutions telles que le parlement, l'appareil

judiciaire et la commission électorale, grâce à la création de divers forums destinés à favoriser le dialogue et le consensus. Le forum chargé de la question de la gouvernance, le forum du petit déjeuner du Président du Parlement et le forum du Président de la cour ont efficacement encouragé les délibérations sur des questions liées à la gouvernance nationale. Ils ont contribué à inciter le public à s'engager davantage ainsi qu'à favoriser la création de partenariats et la recherche d'un consensus pour les institutions. Les capacités de la commission électorale ont été renforcées, ce qui a transparu de l'efficacité avec laquelle elle a organisé les élections de 2004. Le PNUD s'est associé aux médias et à la société civile pour surveiller le processus électoral.

12. *Le programme sur l'environnement et l'énergie* a permis au Ministère de l'environnement et de la science d'élaborer des politiques visant à contrôler le programme national de développement durable. Ces travaux ont renforcé l'efficacité de la coordination et encouragé l'instauration de liens intersectoriels solides entre les départements et les institutions du Gouvernement pour l'élaboration de rapports sur les normes et objectifs relatifs au développement national. Le groupe chargé des projets concernant l'énergie a publié et diffusé un recueil de pratiques de référence et encouragé l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour la prestation de services énergétiques aux pauvres en milieu rural.

13. Grâce aux opérations de mobilisation et de relations publiques, des mesures ont pu être lancées au titre des divers programmes pour améliorer l'image du PNUD et le faire connaître, afin que le bureau de pays soit perçu comme une organisation fondée sur la connaissance, offrant toute une série de services de conseil aux partenaires de développement. En outre, le bureau de pays a noué de solides relations avec les donateurs, les pouvoirs publics et les intervenants de premier plan, en organisant des activités concertées telles que l'élaboration, le suivi et l'évaluation des programmes. Il faudrait s'efforcer de renforcer les partenariats pendant la phase d'élaboration des programmes, en favorisant un dialogue participatif.

III. Programme proposé

14. Le programme de pays découle du bilan commun de pays et du projet de Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, préparés en 2003 et 2004 respectivement, et fait fond sur les résultats du précédent cadre de coopération avec le Ghana. Il a pour but d'appuyer les efforts déployés par le pays pour réaliser les OMD et il est conforme à l'approche et aux priorités de la stratégie de lutte contre la pauvreté et du NEPAD.

15. À partir du PNUAD, trois grands domaines dans lesquels le PNUD doit intervenir ont été définis :

- A. La consolidation de la démocratie;
- B. La création de richesse et la démarginalisation des pauvres;
- C. La réduction de la vulnérabilité et la viabilité du point de vue écologique.

Les thèmes transversaux, tels que les sexospécificités et le VIH/sida, recevront une attention particulière. Le PNUD veillera à ce que l'intégration de ces questions dans le programme contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies et réponses nationales.

16. *Type d'intervention* : conformément aux objectifs du PNUAD, et en coopération totale avec l'équipe de pays des Nations Unies, le PNUD offrira des conseils et appuiera le renforcement des capacités du pays.

17. *Approche fondée sur le respect des droits de l'homme* : comme il ressort du PNUAD, l'équipe de pays au Ghana soutient cette approche. En appuyant l'initiative « Action 2 » du Secrétaire général, le PNUAD permet aux organismes des Nations Unies de procéder à des interventions conjointes pour renforcer les mesures en rapport avec les droits de l'homme dans le pays. En ce qui concerne les trois grands domaines définis dans le programme proposé, la promotion de l'approche fondée sur le respect des droits de l'homme englobera précisément :

- i) L'élaboration et la mise en œuvre de politiques de développement fondées sur les droits;
- ii) L'approfondissement de l'analyse économique classique de la pauvreté et de la vulnérabilité, en mettant en lumière les droits et responsabilités des titulaires de droits et des titulaires d'obligations;
- iii) L'instauration de liens entre les droits et la protection de l'environnement, afin de tenir compte des principes directeurs de la politique de l'État décrits dans la Constitution de 1992, qui enjoint à l'État de protéger et de préserver le milieu naturel.

A. Consolidation de la démocratie

18. En faisant fond sur les progrès réalisés, en particulier grâce au bon déroulement des élections de 2004, le PNUD aidera le Gouvernement à tenir ses engagements, qui consistent à favoriser une bonne gouvernance afin de répondre aux requêtes de plus en plus pressantes des citoyens, qui souhaitent la transparence, un sens de la responsabilité, la lutte contre la corruption et le renforcement de la participation du public. Pour ce faire, il se consacrera en priorité à trois domaines thématiques : i) les droits fondamentaux et la promotion d'une approche fondée sur le respect des droits de l'homme; ii) la participation et l'intégration; et iii) le développement préventif.

19. Dans le cadre du PNUAD, la composante « droits de l'homme » implique de renforcer la primauté du droit et l'accès à la justice grâce à l'approche fondée sur le respect des droits fondamentaux. Le PNUD appuiera le renforcement de l'appareil judiciaire, de la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative (Commission on Human Rights and Administrative Justice) et des organisations de la société civile, afin d'améliorer l'accès à la justice, d'intégrer l'application et l'utilisation des modes alternatifs de règlement des différends et de dispenser une éducation aux droits de l'homme.

20. Le PNUD contribuera à la promotion de la participation effective du grand public à l'élaboration et à l'application de principes d'action, en institutionnalisant la participation de la société civile aux processus parlementaires et en encourageant les débats en tant qu'éléments du processus démocratique. Il appuiera le développement des institutions qui s'occupent des femmes et des enfants et renforcent la participation des femmes et des jeunes aux ressorts de la gouvernance.

21. En s'appuyant sur les travaux préliminaires qui auront été menés, le PNUD aidera le Gouvernement à mettre en place un programme national de prévention des conflits. Cette composante vise à renforcer les capacités et à structurer les interventions pour faire face à tous les conflits, y compris les différends liés à la terre. Les composantes du programme comprendront la création d'un mécanisme d'alerte et de réaction rapides, l'examen de la question de la jeunesse, la mise en place d'un processus et de mécanismes nationaux de gestion et de règlement des conflits, l'élaboration par les médias de rapports réfléchis, la constitution d'un groupe suffisamment important de personnes chargées de résoudre les différends, ainsi que la gestion des armes légères et la lutte contre leur prolifération.

B. Création de richesse et démarginalisation des pauvres

22. Le programme du PNUD fera fond sur les résultats obtenus pendant le cycle précédent, en particulier l'appui offert pour la conception et l'application de la stratégie de lutte contre la pauvreté du Ghana, et la mise au point d'approches novatrices pour lutter contre la pauvreté et développer le secteur privé. En outre, il intégrera et établira des liens solides avec les OMD et le Projet objectifs du Millénaire. Les interventions du PNUD contribueront aux résultats du PNUAD, en particulier l'augmentation de la capacité de production économique en vue d'assurer la pérennisation des moyens de subsistance des groupes vulnérables.

23. Les interventions du PNUD reposeront essentiellement sur les travaux de mobilisation, qui seront axés sur trois domaines principaux : i) les OMD et le travail du Projet objectifs du Millénaire; ii) le développement humain et la réduction de la pauvreté au niveau infranational; et iii) les partenariats avec la société civile et les organisations non gouvernementales. Le PNUD intensifiera sa campagne en faveur des OMD, en travaillant en étroite coopération avec l'équipe de pays et tous les intervenants. Les activités de mobilisation comprendront la sensibilisation aux OMD et aux efforts déployés par le Ghana pour les atteindre, grâce à la réalisation d'une évaluation des besoins et des coûts, à l'élaboration de principes d'action et au contrôle des progrès effectués.

24. Le programme du PNUD s'intéressera beaucoup aux interventions effectuées en amont pour soutenir l'élaboration de principes d'action et leur mise en œuvre grâce à la stratégie de lutte contre la pauvreté du pays. Le PNUD appuiera la création de liens entre les OMD et cette stratégie, ainsi que le contrôle des progrès réalisés au moyen des rapports d'activité annuels et d'autres instruments nationaux. Au titre du résultat du PNUAD qui a trait aux processus liés aux politiques, à la planification et au budget à tous les niveaux et reposant sur un système fonctionnel de gestion des données, le PNUD, avec d'autres organismes des Nations Unies et des partenaires de développement, appuiera la collecte et la diffusion de données statistiques relatives au développement, et leur exploitation au service de l'élaboration et du contrôle de principes d'action.

25. Dans le cadre du PNUAD et de la stratégie de lutte contre la pauvreté du Ghana, le PNUD procédera à des interventions stratégiques choisies au niveau politique, pour les problèmes d'emploi liés à la croissance et à la réduction de la pauvreté, à l'exode des cerveaux et à l'emploi pour les rapatriés. L'approche favorable aux pauvres soutenue par le PNUD fera appel aux résultats de projets pilotes concernant le développement des petites et moyennes entreprises (PME) et

facilitera l'accès au microfinancement, en particulier pour les femmes chefs d'entreprise. Les projets et les interventions politiques en faveur des pauvres seront axés sur l'égalité entre les sexes, la pérennisation des moyens de subsistance et la croissance équitable. Les interventions organisées conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) soutiendront également l'élaboration de principes d'action dans le secteur commercial et le renforcement des capacités de négociation dans le cadre des partenariats mondiaux.

26. Les interventions pilotes en faveur du microfinancement se poursuivront et seront étendues de manière à englober des travaux de synthèse visant à appuyer l'élaboration et l'application d'une stratégie nationale qui créera un environnement propice au microfinancement et permettra aux personnes pauvres et vulnérables de donner toute la mesure de leurs capacités productives.

27. Dans le cadre du Pacte mondial et de sa concrétisation dans le pays, le PNUD encouragera les partenariats entre les secteurs public et privé et la responsabilité sociale des entreprises. Les interventions du PNUD seront déterminées par les activités de sensibilisation et la mobilisation de ressources en faveur du développement du Ghana.

C. Réduction de la vulnérabilité et viabilité du point de vue écologique

28. Les résultats obtenus au titre du présent domaine thématique, qui reposent sur le PNUAD et la stratégie de lutte contre la pauvreté du Ghana, devraient contribuer aux interventions menées en amont dans les secteurs de la gestion durable de l'environnement et du développement énergétique, de manière à améliorer les moyens de subsistance et à accroître la sécurité des pauvres. La réglementation relative à l'environnement étant insuffisante, le PNUD examinera quelles options envisager pour faire appliquer et pour améliorer les lois et réglementations existantes qui ont des répercussions sur l'environnement. De plus, il soutiendra la généralisation de l'utilisation de sources d'énergie durables, en encourageant l'initiative du LPG Challenge (gaz de pétrole liquéfié), et il s'efforcera d'instaurer des partenariats avec le secteur public dans le domaine de la fourniture de services d'approvisionnement en eau, afin d'assurer la prestation de ces services, leur efficacité, l'équité et la viabilité financière.

29. En outre, le programme sera axé sur l'intégration de l'environnement et de l'énergie dans le plan directeur et le cadre de planification du Ghana. Le PNUD offrira une assistance technique afin d'améliorer la politique environnementale et d'élaborer des principes et des pratiques visant à soutenir l'intégration de l'énergie et de l'environnement dans la stratégie de lutte contre la pauvreté et les autres plans directeurs du pays.

30. Le programme prévoira aussi le renforcement des capacités pour faire face à la vulnérabilité de l'environnement. Il appuiera la mise au point d'un cadre institutionnel pour la prévention des catastrophes, afin de réduire la vulnérabilité des populations touchées, en particulier des femmes, en cas de situations d'urgence présentant un danger pour l'environnement, en établissant des profils de risque.

Outre l'environnement, on établira aussi des profils de risque pour les maladies épidémiques, en particulier le VIH/sida.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

31. Lors de l'élaboration et de l'application du programme, le PNUD rapprochera ses travaux de la matrice de résultats du PNUAD. Dans le cadre de la gestion du programme, on s'attachera à étoffer les synergies entre les organismes des Nations Unies, en particulier dans des domaines de premier plan tels que l'harmonisation et la simplification, et l'élaboration d'une approche fondée sur le respect des droits de l'homme au Ghana. L'équipe de pays des Nations Unies sera chargée d'assurer le suivi et l'évaluation du PNUAD.

32. Le programme encouragera la prise en main du programme par le pays ainsi que le renforcement de la participation des intervenants, en particulier la société civile, qui joue un rôle clef dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté du Ghana, du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et du Mécanisme d'évaluation intra-africaine. Quant à la modalité d'exécution, on favorisera l'exécution nationale, et d'autres modalités seront adoptées le cas échéant.

33. L'utilisation du logiciel Atlas devrait améliorer la prestation des services, en particulier grâce aux fonctions de traçage et de transmission d'information.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le Ghana (2006-2010)

Priorité ou objectif du pays : réduire la pauvreté en améliorant la bonne gouvernance

Résultat visé par le PNUAD : d'ici à 2010, instaurer à tous les niveaux des systèmes de gouvernance participative équitables, efficaces et fondés sur les principes des droits de l'homme

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme</i>	<i>Produits</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant des ressources par objectif (dollars É.-U.)</i>
1. Promotion de la gouvernance démocratique	1. Participation plus efficace des institutions centrales et locales et de la société civile, afin d'instaurer une bonne gouvernance décentralisée	1. Amélioration de la participation et de la contribution du grand public et de la société civile au processus parlementaire	1.1 <i>Indicateur</i> : nombre de documents présentés au parlement et à ses commissions par les organisations de la société civile <i>Niveau de référence</i> : participation limitée des organisations de la société civile aux travaux du parlement <i>Niveau cible</i> : amélioration de la participation et intégration du grand public dans les procédures parlementaires	Gouvernement, parlement, pouvoir judiciaire, Commission électorale, Banque mondiale, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Ressources ordinaires : 4,62 millions de dollars Autres ressources : 9,79 millions de dollars. Montant total : 14,41 millions de dollars
	2. D'ici 2010, les citoyens, en particulier ceux qui sont pauvres et vulnérables, devraient avoir plus facilement accès à la justice et jouir de leurs droits	2. Renforcement de la connaissance et de la compréhension qu'a le grand public des questions relatives aux droits de l'homme et amélioration de l'accès à la justice	2.1 <i>Indicateur</i> : nombre de services d'assistance judiciaire en place dans les districts <i>Niveau de référence</i> : niveau élevé des frais de procédure, ce qui restreint l'accès à la justice des personnes pauvres et vulnérables <i>Niveau cible</i> : augmentation du nombre de services d'assistance judiciaire gratuite établis dans les districts déshérités	Ministère de la justice, de l'information et des affaires concernant les femmes et les enfants, organisations de la société civile, NEPAD	
2. Prévention des crises et relèvement	1. Amélioration des mécanismes mis en place pour prévenir, gérer et régler les conflits	Renforcement de la gestion des conflits à tous les niveaux	<i>Indicateur</i> : nombre d'institutions établies ou transformées pour assurer la gestion des conflits aux échelons national, régional et communautaire	Institutions liées à la chefferie, Ministère de l'intérieur, organisations de la société civile et	Ressources ordinaires : 3 millions de dollars Autres ressources : 2,74 millions de dollars

¹ Cette liste devrait privilégier les partenariats ayant une importance stratégique pour parvenir au résultat souhaité.

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme</i>	<i>Produits</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant des ressources par objectif (dollars É.-U.)</i>
			Niveau de référence : aucune institution formelle n'est en place pour assurer la gestion des conflits dans le pays Niveau cible : création d'institutions chargées de gérer les conflits à tous les niveaux de la société	agences chargées de la sécurité	Montant total : 5,74 millions de dollars

Résultat visé par le PNUAD : accroître la capacité de production en vue d'assurer des moyens de subsistance durables, en particulier dans les districts les plus déshérités, d'ici à 2010

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme</i>	<i>Produits</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant des ressources par objectif (dollars É.-U.)</i>
1. Réalisation des OMD et réduction de la pauvreté	1. Augmentation des revenus dans les districts déshérités	1.1 Création de quatre partenariats pour mettre en œuvre des initiatives visant à renforcer les capacités des collectivités en matière de formation de revenu, de réduction de la pauvreté et de pérennisation des moyens de subsistance	1.1 <i>Indicateur</i> : augmentation du nombre de projets générateurs de revenus mis en œuvre dans les collectivités, dont au moins 50 % profitent aux femmes <i>Niveau de référence</i> : pas de démarche collective pour s'attaquer aux problèmes de l'emploi des jeunes et des femmes et de la réduction de la pauvreté <i>Niveau cible</i> : lancement de cinq initiatives pilotes visant à offrir des services de conseil technique et à renforcer les capacités pour favoriser la formation de revenu sur place. Deux devraient concerner les femmes	ONUDI, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Centre du commerce international (CCI), Banque mondiale, German Government Development Agency (Agence allemande pour le développement), Fonds international de développement agricole (FIDA)	Ressources ordinaires : 4,95 millions de dollars Autres ressources : 12,8 millions de dollars Montant total : 17,75 millions de dollars
	2. Création d'un environnement propice au développement du secteur privé et à l'investissement étranger direct	2.1 Amélioration de l'accès des personnes pauvres économiquement actives, notamment des femmes, aux services financiers Renforcement des capacités du Ministère chargé du développement du secteur	2.1 <i>Indicateur</i> : accroissement de l'accès des clients aux institutions de microfinancement <i>Niveau de référence</i> : insuffisance du niveau de fonctionnement des institutions de microfinancement <i>Niveau cible</i> : accroissement de 60 % de l'accès des clients, dont		

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme</i>	<i>Produits</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant des ressources par objectif (dollars É.-U.)</i>
		privé, du commerce et de l'industrie en vue de la mise en œuvre de la stratégie en faveur du développement du secteur privé et du programme d'appui au secteur commercial	les deux tiers devraient être des femmes <i>Indicateurs</i> : intégration d'indicateurs favorables au secteur privé dans divers programmes et politiques sectoriels Réduction du temps et des frais nécessaires pour créer une entreprise Mise en place de nouvelles lois pour protéger les investisseurs <i>Niveau de référence</i> : les cadres politiques ou réglementaires en place ne sont pas favorables au secteur privé <i>Niveau cible</i> : renforcer les cadres politiques et réglementaires qui soutiennent le secteur privé et les investisseurs		
2. Gestion des ressources énergétiques et de l'environnement pour assurer le développement durable	1. Mise en place d'un cadre réglementaire pour assurer l'utilisation durable des ressources naturelles, de l'eau et de l'énergie, en vue d'améliorer les moyens de subsistance	1.1 Projets de cadres réglementaires pour l'énergie et l'environnement	1.1 <i>Indicateurs</i> : existence d'une tribune participative pour l'élaboration des nouveaux cadres législatifs; nombre et qualité des projets de cadres législatifs <i>Niveau de référence</i> : lacunes au niveau des mécanismes de réglementation, au mois de décembre 2005 <i>Niveau cible</i> : amélioration du cadre réglementaire pour la préparation des plans sectoriels	Université des Nations Unies (UNU), FAO, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Gouvernement	Ressources ordinaires : 2,5 millions de dollars Autres ressources : 3 millions de dollars Montant total : 5,5 millions de dollars

<i>Composante</i>	<i>Résultats du programme</i>	<i>Produits</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Rôle des partenaires¹</i>	<i>Montant des ressources par objectif (dollars É.-U.)</i>
	2. Renforcement de la gouvernance et du cadre institutionnel pour réduire les risques de catastrophe	2.1 Projets de politiques et de programmes pour la gestion des catastrophes	<i>Indicateur</i> : qualité des projets de politiques et de programmes <i>Niveau de référence</i> : nombre de documents directifs relatifs à la réduction du risque de catastrophes, au mois de décembre 2005 <i>Niveau cible</i> : augmentation du nombre de plans de mesures d'urgence et de gestion des risques liés aux catastrophes	Programme alimentaire mondial (PAM), FAO, Gouvernement	